

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Charte des droits fondamentaux

Les travaux de la Convention arrivent à leur terme. Elle devrait tenir sa dernière réunion plénière les 25 et 26 septembre prochain et présenter son projet au Conseil de Biarritz qui abordera la question de son inclusion dans le traité. La décision finale devrait intervenir au Conseil de Nice des 7/8 décembre.

Le projet du Présidium publié le 28 juillet provoque remous et critiques, et la réunion plénière de la Convention, le 13 septembre a été annulée pour permettre aux trois collèges de poursuivre leur examen. L'adoption du projet final a été reportée à la réunion des 25-26 septembre.

Le Forum permanent de la société civile rejette "une charte inachevée, une approche minimaliste, un débat insatisfaisant" et propose que le Conseil de Nice soumette le projet à enquête publique dans tous les pays de l'Union, pendant six mois, pour que l'ensemble des acteurs de la société civile puisse débattre du texte. La Convention rassemblerait leurs propositions et soumettrait un texte final, fin 2001 au plus tard. Le Forum suggère aussi que le Conseil de Nice demande aux Etats membres de prendre les modifications constitutionnelles nécessaires pour permettre la convocation d'un référendum européen sur le texte final courant 2002. La Confédération européenne des syndicats (CES) est déçue, surtout par la formulation des droits sociaux. Elle a lancé un appel aux chefs d'Etat et de gouvernement pour qu'ils n'approuvent pas "une charte dont le contenu serait en retrait par rapport à l'objectif de construire l'Europe sociale et citoyenne qu'eux-mêmes évoquent dans leurs déclarations". La conférence de la CES et de la Plate-forme des ONG, tout en soulignant l'importance du travail de la Convention et que de nombreux droits fondamentaux se retrouvent dans le texte, a déclaré que le projet "doit être refusé à cause de ses lacunes, de ses régressions et de ses ambiguïtés". EAPN relève, pour sa part, l'insuffisance des droits sociaux et invite la Convention à renforcer son texte, notamment à la veille de l'élargissement de l'Union. Le Lobby européen des femmes s'élève contre le langage sexiste de la charte.

Au Parlement européen, la rentrée a été houleuse quand les députés ont découvert l'existence d'une partie B de la charte qui n'avait jamais été discutée par la Convention. Certains députés y voient "un excès de zèle" du présidium qui tenterait par ce biais de rallier les opposants à la charte. Beaucoup estiment que cette partie aurait sa place dans une convention internationale, mais n'est pas justifiée dans une déclaration des droits qui pourrait figurer dans le préambule d'un traité de nature constitutionnelle.

Notons, que le patronat britannique juge le projet "totalement inacceptable" du fait de la référence aux droits économiques et sociaux, notamment l'article 25 qui dispose que "Les travailleurs et leurs représentants doivent se voir garantir une information et consultation en temps utile sur les questions qui les concernent au sein de l'entreprise, conformément au droit communautaire et aux législations et pratiques nationales". Pour sa part, le représentant britannique au sein de la Convention, s'était félicité que le projet se contente de recenser les droits existants. Il estimait que les dispositions concernant

...

Charter of fundamental rights

The work of the Convention is now going to an end. The Convention is supposed to hold its last plenary meeting on 25th and 26th September and thereafter present its draft at the Biarritz Council which will then examine the question of its inclusion in the Treaty. The final decision should be reached at the Council of Nice on 7th and 8th December.

The Presidium draft published on 28th July is causing stir and criticisms so much so that the plenary meeting scheduled for the 13th September was cancelled to allow the three teams to carry on with their work. The adoption of the final draft has been postponed to the 25th - 26th meeting.

The Permanent Forum of the civil society rejects "an incomplete Charter, a minimalist approach and an unsatisfactory debate" and it proposes that the Nice Council should submit the draft to a public survey in all countries of the Union for a period of six months, so that all actors of the civil society can get a chance to examine and discuss the text. The convention shall bring together all propositions and submit a final text by the year 2001, at the latest. The Forum also suggests that the Nice Council should ask member states to make necessary constitutional modifications to enable the organisation of a European referendum on the final text in the course of the year 2002. The ETUC is in particular disappointed by the formulation of social rights. It has consequently called for all heads of state and government not to approve "a Charter whose content will represent a retreat from the objective of constructing social and citizenship Europe, for which they themselves make appeals in their declarations". While the conference of the ETUC and NGOs platform appreciates the magnitude of the Convention's work and that a number of fundamental rights are included in the text, it expressed its wish to see the draft rejected due to its shortcomings, its regressions and its ambiguities" For its part EAPN observes the insufficiency of social rights and is asking the Convention to strengthen its text, particularly now at the eve of the extension of the Union. The European Women's Lobby is opposed to the sexist language used in the Charter.

The reopening of the European parliament, was stormy when members discovered part B of the Charter, which had never been discussed by the Convention. Some members see in this an "excessive zeal" of the Presidium, attempting by so doing to convince opponents to the Charter. Many think that part B would fit very well in an international convention but they judge its presence in the declaration of rights that would appear in the preamble of the treaty of constitutional nature, as being unjustifiable.

It should be noted that the British employers consider the draft as "totally unacceptable" due to its reference to economic and social rights and, particularly, article 25 which stipulates that "Workers and their representatives should be guaranteed access to information and consultation, whenever necessary, on questions concerning them within the firm. This in accordance with Community's rights and with national legislation and practices" The British representative at the Convention expressed his satisfaction in that the draft only considered existing rights. He thought that measures concerning

...

les droits économiques et sociaux sont articulés sur les législations et pratiques nationales pertinentes, mais que des "progrès" devaient encore être faits, en particulier pour réduire la portée de certains articles.

Les services d'intérêt général font l'objet d'un **article 34 "Accès aux services d'intérêt économiques général"**, qui stipule que **"l'Union respecte l'accès aux services d'intérêt économiques général tel qu'il est prévu par les législations et pratiques nationales, conformément aux dispositions du traité instituant la Communauté européenne, afin de promouvoir la cohésion sociale et territoriale de l'Union"**.

Ce projet est un pas de plus vers la reconnaissance des services d'intérêt économiques général, ce qui n'est pas négligeable, mais il n'offre pas de vraie garantie communautaire d'exercice du droit d'accès, ne développe pas toutes les potentialités de l'article 16 du traité et n'amorce pas l'idée de services européens d'intérêt général, ce qu'a proposé le CELSIG. De son côté, le CEEP approuve l'idée d'inscrire une disposition spécifique sur les services publics, mais estime qu'il aurait été préférable de reconnaître qu'un accès égal de tous les citoyens à ces services constitue un des premiers droits fondamentaux.

Proposition de Charte des services d'intérêt général

Dans la perspective de la conférence intergouvernementale, la Confédération européenne des syndicats (CES) et le Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP) ont présenté une proposition pour une charte des services d'intérêt général, qu'ils demandent aux institutions européennes d'adopter en lui accordant un statut de protocole annexé au traité de l'Union. Cette proposition s'appuie sur la conviction, notamment, que les services d'intérêt général fondent nombre de droits fondamentaux, qu'ils sont un ciment de la cohésion sociale et territoriale et qu'ils jouent un rôle primordial dans le développement durable de notre société. Elle souligne, également, la nécessité d'associer les citoyens à l'évaluation des services d'intérêt général, la responsabilité fondamentale des autorités publiques et l'opportunité extraordinaire que représenterait l'adoption de cette charte pour construire le cadre de référence d'une valeur commune de l'Union.

Le CELSIG a signé cette proposition avec laquelle il est d'accord sur l'essentiel. L'Union syndicale du secteur public (USSP) lui a apporté son soutien, particulièrement en ce qui concerne son rejet d'une déréglementation totale des services d'intérêt général.

Comité de protection sociale

Par décision de 29 juin 2000, le Conseil a institué un Comité de protection sociale "à caractère consultatif pour renforcer la coopération des Etats membres sur les politiques de protection sociale". Le Comité est composé de deux représentants désignés par chaque Etat membre et de deux représentants de la Commission. On peut remarquer qu'il ne comporte pas de représentants de la société civile ou des travailleurs (J O C 8 du 12.7.00 L 172/26)

Adressez à "NOUVELLES NEWS EUROPE" de brèves informations en français et anglais, par courrier, fax, E-mail (celsig@worldnet.fr)

economic and social rights hinge on pertinent national legislation and practices, however, some "progress" should still be made, particularly in reducing the field of application of certain articles.

Services of general interest are the subject of **article 34, "Access to services of general economic interest"** which stipulates that **"the Union shall respect the right of access to services of general economic interest as provided for by national legislation and practices, in accordance with measures of the Treaty that establishes the European Community, in order to promote social and territorial cohesion in the Union"**

This draft marks a step forward towards the recognition of services of general economic interest, which is quite significant, but does not provide real Community's guarantee of access to rights, does not develop all possibilities of article 16 of the Treaty and neither does it launch European services of general interest, which CELSIG suggested. CEEP for its part approves the idea of including a specific article on public services, but considers that it would have been preferable to recognise that equal access for all citizens to these services constitutes one of the first fundamental rights.

Proposition of the Charter of services of general interest.

In the perspective of the intergovernmental conference, the European Trade Unions Confederation (ETUC) and the (CEEP) have presented a proposition for a charter of services of general interest and is calling upon European Institutions to adopt it by giving it a protocol status annexed to the Union's Treaty. This proposition is in particular based on the conviction that services of general interest form the basis of a number of fundamental rights, that they cement social and territorial cohesion and that they play a primordial role in bringing about lasting development of our society. The two organisations also underline the necessity of associating citizens in the evaluation of services of general interest, the fundamental responsibility of government authorities and the exceptional opportunity that the adoption of the proposition would provide in the construction of a framework for the Union's common value.

CELSIG signed the proposition whose main points it approves. The Union of Public Sector Trade Unions (USSP) assured it of its support in particular concerning its rejection of complete deregulation of services of general interest.

Social Protection Committee

Through its decision of 29th June 2000, the Council established a social protection Committee "of consultative nature, to strengthen the co-operation among member states on social protection policies". The Committee is composed of representatives designated by each member state and two representatives from the Commission. It is to be noted that the Committee does not have representatives from the civil society neither from workers (C O J 8 of 12. 7. 00 L 172/26).

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.